



**PRÉFET
DE VAUCLUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de
la protection des populations**

Service Prévention des Risques Techniques

Arrêté préfectoral

portant mise en demeure à l'encontre de la société ROUSSELOT
située Chemin Moulin Premier sur la commune de L'Isle-sur-la-Sorgue (84 800)

LE PRÉFET DE VAUCLUSE

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- Vu** le Code de l'environnement, notamment son article L. 171-8;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au Journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié, autorisant la société ROUSSELOT à exploiter l'ensemble des activités de son établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine à l'Isle-sur-la-Sorgue ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 22 mai 2025, transmis à l'exploitant en application des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, par courrier du 22 mai 2025 ;
- Vu** le plan de défense incendie adressé par la société ROUSSELOT à l'inspection des installations classées par courriel du 14 mars 2025 ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

Considérant que les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé dispose que : *« Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.*

L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou [...]

Le plan de défense incendie comprend : [...] » ;

Considérant que le plan de défense incendie adressé par courriel du 14 mars 2025 à l'Inspection des installations classées ne répond pas aux dispositions susmentionnées du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ;

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8-I du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société ROUSSELOT, exploitant un établissement spécialisé dans la production de gélatines, implanté Chemin Moulin Premier, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84 800) est mise en demeure de respecter les dispositions susmentionnées du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11, L. 181-17, L. 514-6 et R. 181-51 du Code de l'environnement. Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.


Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le maire de l'Isle-sur-la-Sorgue, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le **23 JUIN 2025**

Pour le préfet,

La secrétaire générale
Sabine ROUSSELY

5 3 JUIN 2022

Le secrétaire général
Sépine ROUSSELY